

Coalition Large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (CLASSE)

Coordonnées du bureau de l'ASSÉ

Téléphone : 514-390-0110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

Adresse : 2065 Parthenais, local 383, Montréal, Québec, H2K 3T1

Cahier de préparation des délégations

Version préliminaire

Dernière mise à jour : Mercredi le 22 février 2012

Congrès de la CLASSE

Samedi le 25 février 2012

Lieu

Cap Saint-Barnabé, Montréal
1475 Avenue Bennett (Métro Viau)

Frais de participation

20,00 \$ par personne

Table des matières

Proposition d'ordre du jour.....	3
Lettre de candidature au Comité aux luttes sociales.....	4
Bilans et textes de réflexion.....	5
Propositions.....	8
Propositions mises en dépôt au Congrès du 18 février 2012.....	11
ANNEXE A : Déclaration sur la hausse des droits de scolarité au Québec et son impact sur les femmes	12
ANNEXE B : Bilan des cotisations reçues pour la CLASSE.....	16

Proposition d'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant :

0.0 Ouverture

1.0 Procédés

1.1 Praesidium

1.2 Lecture et adoption du l'ordre du jour

1.3 Adoption du procès-verbal du Congrès du 18 février

2.0 Accueil des associations membres de la CLASSE

3.0 Bilans

3.1 Comités et Conseils

4.0 Revendications

5.0 Femmes

6.0 Plan d'action

6.1 Grève

6.2 Manifestations et actions

6.3 Négociations

7.0 Élections

7.1 Comités et Conseils de la CLASSE

7.1.1 Présentation

7.1.2 Plénière

7.1.3 Scrutin

8.0 ASSÉ

9.0 Prochains Congrès de la CLASSE

10.0 Avis de motion

10.1 Dépôt des avis de motion

10.2 Traitement des avis de motion

11.0 Varia

12.0 Levée

Lettre de candidature au Comité aux luttes sociales

Alexe Allard Dussault

Étudiante à l'UQAM

Candidature appuyée par l'AEMSP-UQAM

Camarades,

C'est avec plaisir que je souhaite présenter ma candidature au Comité aux luttes sociales. Présentement étudiante en droit international et relations internationales à l'UQAM, les luttes sociales, d'ici et d'ailleurs, sont mes principales préoccupations.

C'est à travers diverses implications étudiantes que j'ai entendu parler de ce groupe. En ces temps de lutte, le maintien d'un Comité aux luttes sociales actif est plus que nécessaire. La conjoncture néolibérale actuelle nous oblige à prendre position dans un contexte plus large. C'est la raison pour laquelle je vois l'importance d'un tel Comité aux luttes sociales dans l'ASSÉ/la CLASSE et c'est dans cette optique que je souhaite m'impliquer dans ce Comité ; afin d'unir dans le même combat les étudiantes et étudiants à l'international, mais aussi de faire ces

ponts au Québec entre différents campus ainsi que dans d'autres secteurs de la société québécoise.

Je suis déjà impliquée informellement dans le Comité. De plus, j'ai été très engagée dans le groupe qui a permis la création d'un espace de lutte commun entre certains campus anglophones et francophones de Montréal. Sinon, à l'UQAM, je participe surtout au comité de mobilisation de l'AFESPED. C'est par contre à travers mes différentes implications communautaires que je me suis sensibilisée à l'importance d'être solidaire dans notre même lutte.

Le combat que nous vivons présentement, est celui de beaucoup d'autres et c'est pourquoi je juge qu'il est important de se solidariser et d'élargir nos rangs. Ainsi, comme membre du Comité aux luttes sociales, je souhaiterais participer à cette création collective, soit celle d'unir nos forces à celles de d'autres sociétés civiles et ce, pour créer un mouvement toujours plus fort et plus grand !

Solidairement,
Alexe Allard Dussault

Bilans et textes de réflexion

Bilan du Conseil exécutif

Par le Conseil exécutif

En trois semaines, les occupations du Conseil exécutif ont évidemment été centrées sur les préparatifs de déclenchement de la grève générale illimitée. De manière générale, il faut admettre que le bilan est globalement positif.

Associations étudiantes (interne-externe)

L'équipe, collaboration avec le comité maintien et élargissement de la grève, a coordonné des tournées de mobilisation visant prioritairement les associations étudiantes ayant eu ou ayant prochainement des votes de grèves. Si l'on se fie aux assemblées ayant eu lieu jusqu'à maintenant ont été extrêmement populaires, tant dans les cégeps que les universités. De manière générale, exception faite du vote très serré à Valleyfield, les votes de grève ont été positifs et adoptés à vaste majorité. Tout indique donc que le mouvement de grève est réellement démarré et qu'il se généralisera dans les prochaines semaines. Depuis l'entrée en grève des premières associations étudiantes, les effectifs disponibles pour faire des tournées de mobilisation se sont gonflés, ce qui permet de couvrir plus de terrain qu'auparavant.

Actions

La participation, au sein du comité de coordination de la COTPSP, à l'organisation de l'action du 16 février a été l'effort principal de l'exécutif en termes d'actions pendant deux semaines. Nous nous sommes ensuite concentrés sur les démarches les manifestations du 23 février et 1^{er} mars. L'organisation de ces deux manifestations est bien enclenchée, la mobilisation débute également.

Il est clair, au niveau de la mobilisation et de la réception auprès de la population étudiante que nous avons en ce moment un *momentum* favorable. Il est impératif de garder le rythme, car, alors que jusqu'à maintenant l'effort était au déclenchement, il nous faut présentement aussi se concentrer sur la reconduction des votes de grève en plus de l'entrée en grève de nouvelles associations.

Bilan de l'AGECFXG

Par l'AGECFXG

Bonjour,

Voici un court bilan pour FX-Garneau (AMÉLIORÉ et CORRIGÉ)

Le 16 février, le vote Omnivox est adopté à très forte majorité (pour: 714, contre:83, abstentions: 9, rejetés: 29) après deux jours de référendum. Ce vote est dû à un noyautage fait par les techniques policières lors de notre dernière AG le 7 février. À partir de maintenant, tout vote de grève, levée de cours et débrayage devront se faire en ligne.

Le comité contre la grève a commencé son affichage dans le cégep en encourageant à voter contre la grève pour ne pas perdre sa session ou étudier pendant tout l'été. De beaux arguments démagogiques, quoi!

D'un point de vu plus optimiste, le comité de mobilisation du cégep est reparti en force. Il y a de la mob *one on one* tous les jours. Vendredi le 17 février, nous avons fait un **Occupy la Salle des Pas** et d'autres actions de visibilité les jours subséquents.

Pour notre AG de grève le 8 mars, la Directrice Générale du Collège (qui remplace présentement la Directrice des études) refuse de faire une levée de cours.

Au point de vu régional, il y a eu une rencontre du FRAQ-ASSÉ à l'Université Laval le 21 février et une rencontre de fondation aura lieu le 27 février à FX-Garneau.

Pour les administratrices et administrateurs, nous sommes uniEs, bien organiséEs et très motivéEs, malgré le représentant technique qui est une future police... mais nous sommes dans un cégep de marde.

Toujours en lutte!

Le présent bilan a pour objectif de vous partager les principales contributions de la rencontre du secrétariat exécutif de l'OCLAE qui a eu lieu du 15 au 19 février 2012 à La Havane, Cuba.

L'OCLAE

L'OCLAE, *Organización Continental Latinoamericana y Caribeña de Estudiantes*, est une organisation dont l'origine, 1966, correspond à un moment historique de lutte des peuples de l'Amérique latine qui revendiquaient la libération sociale et nationale contre l'impérialisme et le capitalisme. Dans ce contexte, le mouvement étudiant a compris qu'il avait un rôle dans la défense de l'éducation publique et contre l'implantation du néolibéralisme et la participation dans la lutte des peuples pour leur libération.

Aujourd'hui, l'Amérique latine et les Caraïbes sont la région la plus inégale du monde ayant aussi les 15 pays les plus inégaux de la planète, 180 millions de pauvres et 70 millions dans l'indigence. Dans cette réalité, l'OCLAE et ses organisations cherchent à être la voix des revendications sociales légitimes des peuples qui ont été arrachées par le néolibéralisme et récupérer l'éducation publique. Les principes de cette organisation font appel à l'unité, l'organisation et la lutte avec les peuples et travailleurs et travailleuses pour avancer vers une éducation émancipatrice et populaire qui mène à un changement structurel de la société.

OBJECTIF GÉNÉRAL DE L'OCLAE

L'objectif général de l'OCLAE est celui d'atteindre une quantification, qualification et avancement de la conscience anti-impérialiste chez les étudiants pour faire face au système hégémonique actuel et de méditer le rôle de l'union des peuples comme une alternative pour l'avenir du continent.

PLAN STRATÉGIQUE INTERNATIONAL

Dans son plan stratégique, il y a des propositions qui cherchent à travailler avec l'international, à savoir:

Concrétiser l'unité du mouvement étudiant latino-américain et des caraïbes avec le mouvement étudiant mondial et de jeunes.

La mise en place d'initiatives de communication qui aident à la mobilisation.

Travailler pour une visualisation de la lutte étudiante continentale dans la télévision.

Aider à l'unification et à l'organisation du mouvement étudiant de secondaire.

Les objectifs et les actions menées pour l'OCLAE visent la contribution du processus d'intégration de l'Amérique Latine.

DISCUSSION RIO +20

Vu que l'une des caractéristiques du mouvement étudiant est son compromis avec les gros sujets de discussion et de dispute dans le monde, les étudiants et étudiantes sont en train de penser au modèle de développement désiré pour les peuples de l'Amérique Latine et du monde. Ainsi, les étudiant-e-s latino-américain-e-s cherchent à proposer un modèle qui ne soit pas marqué par la domination du monde par une minorité de pays à savoir les impérialistes, car ce modèle, qui est sous l'hégémonie particulière des États-unis, montre déjà qui va à l'encontre de l'environnement, de la paix et la vie de l'humanité. Ainsi, l'on habite un monde marqué par un modèle de développement prédateur où les soi-disants pays développés imposent au reste de pays et de peuples du monde des guerres avec des objectifs politiques et économiques afin de contrôler leurs réserves naturelles et leur main d'œuvre. Les conséquences ont été très coûteuses: l'imposition de la famine et la misère pour la plus part du monde et la dévastation de la nature. Ces résultats témoignent contre un modèle qui ne peut pas répondre aux besoins de l'humanité.

En étant la crise si évidente, les différents peuples et secteurs de la populations s'organisent. Dans

cette perspective, il y a une émergence de débats contre la famine, la misère et pour les énergies renouvelables et le besoin de construction d'un modèle de développement en harmonie avec l'environnement. Cependant, les étudiants et étudiant-e-s organisé-e-s autour de l'OCLAE défendent en plus, un modèle de développement qui ne soit pas basé sur l'exclusion sociale, l'exploitation de l'homme et qui génère des systèmes de travaux dignes et une souveraineté de chaque nation quant à l'exploitation de ses ressources naturelles.

Ainsi, l'OCLAE considère que les étudiant-e-s ont un rôle stratégique dans cette discussion pour leur capacité de générer de la conscience chez la jeunesse au sujet du besoin d'un autre modèle de développement et d'un monde vivable pour tous et toutes. C'est pour ces raisons, qu'ils considèrent nécessaire et fondamentale la participation des étudiant-e-s dans les débats de Rio +20.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Étant donné que l'Amérique Latine partage une histoire très similaire de conquête, colonisation et postérieure exploitation impérialiste, la base de la

discussion parmi les différents mouvements étudiants qui font partie de l'OCLAE est l'anti-impérialisme, l'éducation émancipatrice, la transformation de la structure économique de la société et l'unification de l'Amérique Latine.

Sur cette base, les différents mouvements étudiants se solidarisent entre eux car ils ont des points d'unité autour de l'anti-impérialisme et des objectifs communs. Ainsi, pour avoir une solidarité internationale réciproque, il est nécessaire de comprendre et de dénoncer le rôle de l'impérialisme qui se cache derrière les réformes éducatives ici et ailleurs ainsi que son rôle dans les politiques économiques qui déterminent le développement des peuples de la planète.

Ainsi, il ne me reste qu'à poser les questions suivantes:

-Quel est le niveau de compréhension de l'impérialisme/anti-impérialisme dans le mouvement étudiant du Québec?

-Comment construire une solidarité internationale avec les mouvements étudiants sur la base de l'anti-impérialisme en sachant que le nôtre lutte dans et contre un pays impérialiste?

Propositions

0.0 Ouverture

1. Le Conseil exécutif propose l'ouverture.

1.1 Praesidium

1. Le Conseil exécutif propose Rémi Bellemare-Caron et Jonathan Aspireault-Massé à l'animation, Marianita Hamel au secrétariat, Justine Rousse-Lamarre et Corinne Arsenault comme gardiennes du senti et Joanick Perreault à la prise des tours de parole.

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif l'ordre du jour en page 3 du présent cahier de Congrès.

1.3 Adoption du procès-verbal du Congrès du 18 février 2012

1. Le Conseil exécutif propose l'adoption du procès verbal du Congrès du 18 février 2012.

2.0 Bilan

2.1 Comités et Conseils

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 10 minutes du bilan des activités du Conseil exécutif suivie d'une période de questions de 10 minutes.

2. Le Conseil exécutif propose une présentation de 5 minutes du bilan de chacun des Comités et Conseils suivie d'une période de questions 5 minutes.

4.0 Revendications

1. L'AFESH-UQAM propose que les revendications de la lutte étudiante actuelle s'articulent autour d'une critique des logiques sous-tendant la présente hausse des frais de scolarité :

- Une logique impérialiste de division internationale du travail instrumentalisant l'Éducation pour perpétuer le pillage des pays opprimés de la périphérie ;
- Une attaque de l'élite qui cherche à liquider les mesures sociales conquises par des luttes populaires ;
- La nécessité du capitalisme globalisé de coloniser de nouveaux marchés (éducation, santé) dans le contexte de crise économique présent.

Qu'en ce sens, la CLASSE critique l'impérialisme sous-jacent à l'économie du savoir et comprendre la présente hausse dans une perspective globale de la privatisation du commun par le recours à des mesures d'austérité;

Que la CLASSE appelle à la production de matériel d'information afin de défendre et diffuser cet axe de discours.

2. *Considérant que la hausse des frais de scolarité du Québec s'inscrit dans une logique mondiale de tarification de l'éducation;*
Considérant que l'éducation est un droit pour toutes et tous peu importe son origine;
Considérant que le système mondial d'éducation supérieure est construit de façon à favoriser les pays occidentaux au détriment

du reste du monde.

L'AFESPED propose que la CLASSE soit solidaire envers les mouvements étudiants partageant nos principes à travers le monde;

Que la CLASSE dénonce la logique mondiale de tarification de l'éducation;

Que la CLASSE travaille à démocratiser l'éducation et lutte contre les inégalités inhérentes au système mondial d'éducation supérieure. *

3. Considérant que nous sommes en grève jusqu'à ce que le gouvernement renonce à hausser les frais de scolarité;

Considérant que notre grève est légitime car elle est fondée sur des principes de démocratie directe et de justice sociale;

Considérant que notre grève nous permet de construire un rapport de force avec le gouvernement.

L'AFESPED propose que la CLASSE rencontre la ministre lorsque celle-ci se posera en interlocuteur de bonne foi et qu'elle ne posera aucune condition à cette rencontre;

Que la CLASSE rappelle à la ministre que seule une offre conforme à nos revendications et communiquée au comité de négociation de la CLASSE permettrait de mettre fin à la grève. *

4. L'AFESPED propose que la CLASSE adopte une politique de transparence relative notamment aux informations provenant du bureau de la ministre de l'Éducation. *

5. Considérant que le gouvernement a décrété une hausse des frais de scolarité sans consultation des étudiantes et étudiants;

Considérant que les perturbations liées à notre mouvement de grève créent un espace politique nécessaire au débat sur le financement de l'éducation postsecondaire.

L'AFESPED propose que la CLASSE rappelle l'importance des actions directes et de la désobéissance civile visant à perturber la paix sociale et les intérêts des élites politiques et économiques;

Que la CLASSE défende la légitimité de ce type d'actions dans la mesure où cela ne compromet pas l'association. *

6. *Attendu que pour les travailleuses, les étudiantes, les travailleurs et les étudiants, le piquetage a toujours représenté le moyen de faire respecter la décision démocratique de faire la grève;*

Attendu que lors de la grève des profs à l'UQAM en 2009, par exemple, plusieurs incidents déplorables sont survenus, impliquant des chargé-es de cours, des étudiants et étudiantes frustrés de se voir bloquer l'accès à l'UQAM par des chaînes humaines aux portes;

Attendu que nos moyens de mettre de la pression sur le gouvernement n'implique jamais de s'en prendre à l'intégrité physique des civils;

Attendu que les corps policiers s'attaquent souvent à l'intégrité physique des manifestants et des manifestantes;

Attendu que la lettre de la sous-ministre appelant au non-respect des lignes de piquetage peut-être interprété comme une forme d'incitation à la violence;

L'AFESPED propose que tant que la ministre exigera des conditions liées au thème de la "violence", que la CLASSE exige pour sa part qu'elle se rétracte et que plutôt que de lancer un appel à la violence, qu'elle appelle les professeur-e-s, les étudiants et les étudiantes à respecter les piquets de grève. *

7. *Attendu que la ministre de l'Éducation, en posant des conditions à une éventuelle entrevue avec les membres de la CLASSE, refuse unilatéralement de répondre et de débattre de sa position sans que ses attentes soient remplies;*

L'AFÉA-UQAM propose que la CLASSE dénonce publiquement la fermeture de Mme Beauchamp qui bafoue les principes mêmes de notre démocratie;

Que la CLASSE rencontre la ministre lorsque celle-ci se posera en interlocutrice de bonne foi et qu'elle ne posera aucune condition à cette rencontre;

Que la CLASSE rappelle à la ministre que seule une offre conforme à nos revendications et communiquée

au Comité de négociation de la CLASSE permettrait de mettre fin à la grève. *

5.0 Femmes

1. Le Conseil exécutif propose une présentation par Gabrielle Bouchard de 10 minutes sur l'impact de la hausse des frais de scolarité sur les femmes, suivi d'une plénière de 30 minutes.
2. L'AFESPED propose que la CLASSE appelle ses membres à participer à une marche dans le cadre de la journée internationale des femmes le 8 mars. *

6.0 Plan d'action

6.1 Grève

1. Le Conseil exécutif propose un tour de table des associations avec limite de tours de parole à 3 minutes sur :
 - Le vote de grève
 - Mobilisation pour actions locales
 - Mobilisation pour actions nationales

6.2 Manifestations et actions

1. Le Conseil exécutif propose une présentation de 10 minutes sur le Congrès de l'OCLAE par Beatriz Munoz suivi d'une plénière de 30 minutes.
2. Le Conseil exécutif propose une plénière de 30 minutes sur les possibilités d'actions locales à entreprendre durant le grève nationale.
3. Le Conseil exécutif propose que se tienne une journée nationale d'éducation populaire le 9 mars 2012. *
4. Le Conseil exécutif propose que se tienne une consultation dans les assemblées générales pour clarifier les positions de la CLASSE sur la dissociation et la dénonciation dans le cadre de certaines actions. *
5. *Considérant que l'ensemble de nos demandes ont été acceptées par la TaCEQ;*
Que la manifestation du 1^{er} mars soit conjointe avec la TaCEQ. *
6. Le Conseil exécutif propose que les associations étudiantes membres de la CLASSE se consultent sur la position de la CLASSE quant à la manifestation du 22 mars 2012 organisée par la FECQ et la FEUQ. *

8.0 ASSÉ

1. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ participe aux activités du 1^{er} mai. *

9.0 Prochains Congrès de la CLASSE

1. Que le prochain Congrès de la CLASSE se tienne le samedi 3 Mars 2012. *

Propositions mises en dépôt au Congrès du 18 février 2012

1. Que la CLASSE organise une action au mois de mars en collaboration avec le CCRPP (Convergence contre la répression politique et policière) dénonçant la répression politique et policière effectuée à l'encontre du mouvement étudiant et que le Conseil de Coordination s'occupe de trouver la date.
2. Que la CLASSE appelle les associations à participer à la manifestation du 15 mars contre la brutalité policière.

ANNEXE A : Déclaration sur la hausse des droits de scolarité au Québec et son impact sur les femmes



Fondé en 1978, l'institut Simone-De Beauvoir, affilié à l'Université Concordia de Montréal est un espace de création de savoirs féministes et d'actions orientées vers la vie des femmes. C'est dans cette optique que les membres de l'Institut Simone-De Beauvoir (étudiantes et étudiants, membres du corps professoral, Associées de recherche, Fellows, membre du personnel) prennent fréquemment position sur des questions sociales. Ce fut d'ailleurs le cas, lors de la Commission Bouchard-Taylor en 2007, le projet de loi 94 du gouvernement du Québec sur les accommodements raisonnables en 2009 ainsi que le jugement Himel en 2010 en lien avec l'affaire Bedford sur les dangers que représentent pour les femmes les lois canadiennes sur la prostitution. Ces déclarations sont disponibles sur le site suivant : <http://wsdb.concordia.ca/about-us/official-position-on-issues/>.

Nous voulons aujourd'hui faire connaître notre position sur la décision du gouvernement québécois d'autoriser une hausse de 1 625 \$ des droits de scolarité du premier cycle universitaire qui s'échelonne sur les cinq prochaines années.

Les conséquences des politiques sociales néolibérales pour les femmes

L'idée de hausser les droits de scolarité afin de permettre aux universités de disposer des revenus appropriés est tout à fait emblématique du néolibéralisme ambiant. Le néolibéralisme est un système social au sein duquel l'État joue un rôle mineur dans la satisfaction des besoins fondamentaux des citoyennes et citoyens. Il se caractérise par des partenariats publics-privés, le désengagement de l'État providence (programmes sociaux comme l'assurance emploi), l'amenuisement de la contribution du gouvernement au financement des institutions publiques, la déréglementation de celles-ci ainsi que la prestation de services par les organismes communautaires plutôt que par les institutions d'État. Les politiques sociales néolibérales se fondent essentiellement sur une logique marchande et sur la recherche de la rentabilité. La décision d'autoriser la hausse des droits de scolarité est en soi une politique néolibérale en vertu de laquelle l'État québécois diminue sa participation au financement de l'éducation postsecondaire.

Les politiques néolibérales sont particulièrement dommageables pour les femmes. Ainsi, lorsque les hôpitaux donnent rapidement congé à leurs patientes et patients en raison de contraintes budgétaires, les femmes sont les plus touchées par cette mesure puisque ce sont elles qui, majoritairement, assurent le soin non rémunéré des malades renvoyés à la maison¹. De même, les politiques sociales sur la hausse des droits de scolarité les affectent de manière disproportionnée. ! "

L'accès des femmes et de leurs enfants aux études universitaires

Les mouvements féministes clament depuis des décennies que, à travail égal, les femmes gagnent moins que les hommes. Les statistiques récentes viennent corroborer leurs dires : les dernières données, qui remontent à 2008, démontrent que les femmes gagnent 71 cents pour chaque dollar gagné par les hommes². Par conséquent, demander aux personnes de contribuer davantage au financement de leurs études universitaires affecte particulièrement les femmes. Puisqu'elles continuent globalement d'être moins bien rémunérées que les hommes, elles seront les premières touchées par la hausse des droits de scolarité. Voilà l'exemple d'une politique sociale qui perpétue les inégalités hommes-femmes.

Prenons le cas des mères cheffes de famille (qui constituent toujours la majorité des familles monoparentales) : il est clair que ces hausses les affecteront, certes, mais elles toucheront inévitablement aussi leurs enfants. Selon Éric Martin et Maxime Ouellet, auteurs d'*Université inc. Des mythes sur la hausse des frais de scolarité et l'économie du savoir*, si une famille biparentale doit allouer 10 % de ses revenus aux études de baccalauréat d'un seul enfant, la mère cheffe de famille monoparentale, pour sa part, doit en allouer 18 % pour le même diplôme³. C'est ainsi qu'une politique de financement des études qui requiert une contribution croissante des étudiantes et étudiants occulte sans qu'il n'y paraisse le fardeau qu'elle impose automatiquement aux mères célibataires. La hausse des droits de scolarité vient donc pérenniser les inégalités à l'égard des mères cheffes de famille et de leurs enfants, les familles monoparentales devant consacrer une plus grande part de leur budget à l'accessibilité à l'université publique.

Les conséquences à long terme pour les femmes d'une hausse des frais de scolarité

Certains défenseurs de la hausse affirment que, puisque les diplômées et diplômés d'université seront avantagés au plan salarial durant leur vie professionnelle, il est normal qu'elles et ils assument une part du coût de leurs études. Il s'agit là d'une rhétorique marchande qui soutient que les étudiantes et étudiants doivent « investir » dans leur avenir. Encore ici, cet argument se heurte aux faits qui démontrent que, même également munis d'un diplôme universitaire, les hommes et les femmes ne gagnent pas les mêmes revenus. En moyenne, une femme gagnera 863 268 \$ de moins qu'un homme titulaire du même diplôme, et ce, pendant toute sa vie⁴. Imaginons que deux étudiants (i.e., un homme et une femme) terminent leur baccalauréat avec une dette de 25 000 \$: tous les mois, la femme devra dépenser une plus grande part de son revenu pour rembourser cette dette. Par conséquent, demander aux gens « d'investir » dans leur avenir revient à demander aux femmes de déboursier plus que les hommes toute leur vie durant.

En réalité, le gouvernement québécois demande aux femmes « d'investir » dans le maintien des inégalités pendant les décennies à venir. Nous rejetons cette logique néolibérale et nous réclamons un régime qui assurera aux femmes et aux hommes du Québec un accès égal aux études universitaires, dès maintenant et dans le futur.

Les conséquences pédagogiques de la hausse proposée : le point de vue des membres du corps professoral

Les objections à l'augmentation des droits de scolarité font généralement ressortir le point de vue des étudiantes et étudiants, et avec raison, puisque ce sont elles et eux qui en subissent principalement les contrecoups. Néanmoins, le corps professoral de l'Institut Simone-De Beauvoir maintient que cette mesure ne manquera pas de laisser des séquelles généralisées sur l'enseignement et l'apprentissage. En effet, plus les droits de scolarité sont élevés, moins les classes sont diversifiées. Les membres du corps professoral croient que la hausse des frais de scolarité aura un impact négatif sur la capacité des

étudiantes et étudiants provenant de milieux moins favorisés et des minorités visibles d'accéder aux études supérieures. Statistique Canada confirme que les femmes des « minorités visibles » sont plus susceptibles de disposer de revenus modestes que les femmes des minorités non visibles⁵. De même, par comparaison avec leurs vis-à-vis non autochtones, les femmes autochtones sont moins susceptibles d'obtenir un diplôme universitaire : en 2006, 9 % des femmes autochtones âgées de 25 ans et plus détenaient un diplôme universitaire comparativement à 20 % chez les femmes non autochtones⁶. Les membres du corps professoral sont à même de constater que la diversité des vécus est une composante essentielle de l'enseignement. Leur rôle consiste, d'une part, à préparer les étudiantes et étudiants à s'engager dans la recherche critique et le dialogue et, d'autre part, à leur inculquer les compétences et les capacités d'analyse qui les guideront toute leur vie. Or, cette démarche pédagogique critique s'enrichit de la diversité de nos étudiantes et étudiants. Quand des politiques sociales entraînent l'exclusion universitaire des femmes et des personnes témoignant d'antécédents divers, l'enseignement ne peut qu'en pâtir. Assurer l'accès universel et gratuit aux études ne fait pas qu'aider les étudiantes et étudiants. C'est aussi une manière d'appuyer concrètement le travail des membres du corps professoral.

Faire de l'accès à l'université une priorité : les fonds sont là

Les défenseurs de l'augmentation des droits de scolarité au Québec présente l'argument que les ressources financières manquent pour faire de l'accès universel à l'éducation une priorité politique. Nous soutenons le contraire. Nous pensons que le Québec dispose collectivement des ressources qui donneront à toutes les femmes et à tous les hommes la possibilité de faire des études universitaires. L'un des moyens d'arriver à cette fin est la redistribution des ressources.

Voici quelques endroits où ce projet de redistribution pourrait s'amorcer :

- les primes accordées aux dirigeants des sociétés d'État en 2010 ont atteint 105 000 000 \$⁷;
- l'imposition de redevances aux compagnies minières et aux entreprises industrielles pour utiliser les ressources hydriques du Québec pourrait rapporter annuellement 775 000 000 \$ (0,01 \$/litre d'eau utilisée)⁸.

Résumé et conclusion

Devant l'enjeu de l'augmentation des droits de scolarité dans le réseau universitaire québécois, les membres de l'Institut Simone-De Beauvoir tiennent à rappeler les éléments suivants :

- Envisager la problématique des femmes dans une perspective de politique sociale implique de dépasser les questions dites « féminines », comme le harcèlement sexuel et les garderies. Si de tels enjeux demeurent importants, il est essentiel de bien saisir l'incidence de l'ensemble des politiques sociales sur les femmes.
- Compte tenu de la disparité des salaires qui sévit toujours entre les hommes et les femmes, augmenter les droits de scolarité signifie que ces dernières continueront à payer davantage pour leur éducation et pour le remboursement de leurs dettes d'études pendant des décennies. Pareille mesure ne fera que perpétuer les inégalités existantes.
- Qui dit hausse des frais de scolarité, dit baisse de la diversité de la population étudiante, d'où l'amenuisement des possibilités d'apprentissage qui affectent autant les étudiantes et étudiants que les membres du corps professoral. Nous voulons des politiques sociales favorisant l'accès universel à l'université, qui amène la diversification des classes et l'enrichissement des échanges.
- Toute politique sociale qui restreint l'accès des femmes à l'université est à rejeter.

- Le Québec dispose des ressources financières pour favoriser l'accès égal des femmes et des hommes à l'université. Le temps est venu d'engager un débat de fond sur la manière dont le gouvernement doit allouer ses ressources en vue de faire de l'accès équitable aux études universitaires une priorité politique.

Signé : Institut Simone-De Beauvoir
Université Concordia, Février 2012

Notes

1 Pat Armstrong and Hugh Armstrong, *Wasting Away: The Undermining of Canadian Health Care*, Toronto, Oxford University Press (Wynford Project Edition), 2010.

2 Gouvernement du Canada, *L'écart salarial entre les femmes et les hommes*, July 29, 2010.
<http://www.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/2010-30-f.htm>

3 Eric Martin et Maxime Ouellet, *Université Inc. Des mythes sur la hausse des frais de scolarité et l'économie du savoir*, Montréal, Lux, 2011, p. 16.

4 Fédération étudiante universitaire du Québec, *L'éducation universitaire : un outil pour passer de l'égalité de droit à l'égalité de fait. Mémoire de la FEUQ sur le renouvellement du plan d'action gouvernemental sur l'égalité entre les femmes et les hommes*, Montréal, 2011, p. p.iii.

5 Chui, T. and Maheux, H. (2011). Visible Minority Women. In Ferro, V. and Williams, C., *Women in Canada: A Gender-based Statistical Report Catalogue no.: 89-503-XIE* (sixth edition). Release date: December 14, 2011. Statistics Canada. Available from www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2010001/article/11527-eng.htm.

6 O'Donnell, V. and Wallace, A. (2011). First Nations, Métis and Inuit Women. In Ferrao, V. and Williams, C. *Women in Canada: A Gender-based Statistical Report Catalogue no.: 89-503-XIE* (sixth edition). Release date: December 14, 2011. Statistics Canada. Available from <http://www.statcan.gc.ca/pub/89-503-x/2010001/article/11442-eng.htm>.

7 Omar Aktouf, "La marchandisation de l'éducation et le faux alibi de la pauvreté de l'état au Québec," dans Eric Martin et Maxime Ouellet, *Université Inc. Des mythes sur la hausse des frais de scolarité et l'économie du savoir*, Montréal, Lux, 2011, p 143.

8 *Solidarités. Édition spéciale. Éducation publique et gratuite: Un choix de société cher à Québec Solidaire*, novembre 2011, p. A3.
www.pressegauche.org/IMG/pdf/journal_QS.pdf

Lectures additionnelles

Eric Martin et Maxime Ouellet, *Université inc. Des mythes sur la hausse des frais de scolarité et l'économie du savoir*, Montréal, Lux, 2011.

Fédération étudiante universitaire du Québec, *L'éducation universitaire : un outil pour passer de l'égalité de droit à l'égalité de fait. Mémoire de la FEUQ sur le renouvellement du plan d'action gouvernemental sur l'égalité entre les femmes et les hommes*, Montréal, 2011.

Normand Baillergeon, *Je ne suis pas une PME. Plaidoyer pour une université publique*,

Montréal, Éditions les poètes de brousse, 2011.

Prière de faire circuler

Relations publiques: Viviane Namaste, Ph.D.
Professeure titulaire, Institut Simone-De Beauvoir
514-848-2424 poste 2371 ou viviane@alcor.concordia.ca

ANNEXE B : Bilan des cotisations reçues pour la CLASSE

Cotisations reçues pour la CLASSE			
Dernière mise à jour le 23 février 2012			
Association étudiante	Date d'adhésion à la CLASSE	Nombre de membres	Cotisations reçues
AGECoV	Congrès des 3 et 4 décembre 2012	1965	2 500,00 \$
AGEFLESH	Congrès des 3 et 4 décembre 2012	2000	
AGEECL	Congrès des 3 et 4 décembre 2012	3750	
AGECVM	Congrès des 3 et 4 décembre 2012	6900	
AFESPED	Congrès des 3 et 4 décembre 2012	2100	4 212,50 \$
AEDDHUM	Congrès des 3 et 4 décembre 2012	150	
AGEEPP	Congrès des 3 et 4 décembre 2012	230	
AECSEF	Congrès des 4 et 5 février 2012	900	
AECA	Congrès des 4 et 5 février 2012	1300	
AEGUM	Congrès des 4 et 5 février 2012	250	
AÉÉH-UL	Congrès des 4 et 5 février 2012	350	
AGECFXG	Congrès du 18 février 2012	5700	6 000,01 \$
AGECAL	Congrès du 18 février 2012	3500	
GÉOGRAD	Congrès du 18 février 2012	91	
MESSUL	Congrès du 18 février 2012	450	
ACCES-UL	Congrès du 18 février 2012	99	
RÉSUL	Congrès du 18 février 2012	111	
ACEP-UL	Congrès du 18 février 2012	115	
AELCUM	Congrès du 18 février 2012	190	
TOTAL		30151	12 712,51 \$